

• Ouvrage individuel

- *L'économie sociale et solidaire*, Paris, Archétype82 Éditions, 2^e éd., 2022, 381 pages.

• Ouvrages collectifs

Direction scientifique

- *Les entreprises sociales : quels statuts, quels acteurs, pour quel impact ? Regards croisés* (avec Constance Perrin-Joly) : ouvrage pluridisciplinaire, Bruxelles, éd. Bruylant, coll. Économie sociale et solidaire, 2024, 378 pages.

Contributions

- « De la non-lucrativité à la marchandisation des associations : un lent dévoiement ? », in *Âge d'or et décadence* (dir. Franck Laffaille), Paris, éd. Mare et Martin, à paraître.
- « Exemption individuelle », in *Dictionnaire de droit de la concurrence* (dir. Muriel Chagny, Emmanuel Combe et Denis Jouve), éd. Concurrences, art. 120773, 2024.
- « Fondations universitaires », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation, tome 2 Droit de l'enseignement supérieur* (dir. Pascale Bertoni et Raphaël Matta-Duvigneau), Paris, éd. Mare et Martin, 2^e éd., 2024.
- « Entreprises sociales : une taxinomie des modèles juridiques français », in *Les entreprises sociales : quels statuts, quels acteurs, pour quel impact ? Regards croisés*, Bruxelles, éd. Bruylant, coll. Économie sociale et solidaire, 2024, pp. 125-140.
- « Les entreprises sociales : une nébuleuse à explorer » (avec Constance Perrin-Joly), in *Les entreprises sociales : quels statuts, quels acteurs, pour quel impact ? Regards croisés*, préc., pp. 9-23.
- « L'économie sociale et solidaire, des entreprises contre l'injustice », in *L'injustice* (dir. Franck Laffaille), Paris, éd. Mare et Martin, 2024, pp. 145-156.
- « Fondations universitaires », in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation, tome 2 Droit de l'enseignement supérieur* (dir. Pascale Bertoni et Raphaël Matta-Duvigneau), Paris, éd. Mare et Martin, 2021, pp. 297-301.
- « Entreprise à mission et entreprise sociale et solidaire : convergence des modèles ou nette différenciation des intérêts ? », in *La société à mission. Perspectives critiques sur l'entreprise sous l'angle de la loi PACTE* (dir. Fleur Laronze), Strasbourg, éd. PU Strasbourg, 2021, pp. 195-207.
- « Violence entre entreprises et droit de la concurrence », in *La violence* (dir. Franck Laffaille), Paris, éd. Mare et Martin, 2021, pp. 161-183.
- « Philanthropie et argent : le paradoxe du capitalisme philanthropique », in *L'argent* (dir. Franck Laffaille), Paris, éd. Mare et Martin, 2020, pp. 163-170.
- « Les entreprises culturelles de l'ESS », in *Droit public et culture* (dir. Olivier Guézou et Stéphane Manson), Bruxelles, éd. Bruylant, 2020, pp. 281-296.
- « Économie sociale et solidaire et marché », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Claude Lucas de Leyssac*, Paris, éd. Litec LexisNexis, 2018, pp. 203-220.
- « L'économie sociale et solidaire : de l'utopie en droit des affaires ? », in *Utopie(s)* (dir. Franck Laffaille), Paris, éd. Mare et Martin, 2018, pp. 85-99.
- « La rémunération des salariés associés coopérateurs : une originalité à double visage », in *De la rémunération salariale à la rémunération non salariale* (dir. Fleur Laronze), Bruxelles, éd. Bruylant, 2017, pp. 177-190.

○ « Les entreprises publiques de la filière nucléaire », in *Droit public et nucléaire* (dir. Olivier Guézou et Stéphane Manson), Bruxelles, éd. Bruylant, 2013, pp. 51-62.

● Hors-séries

○ « L'indemnisation des pratiques anticoncurrentielles dans les contrats publics », *Complément de la commande publique*, éd. Le Moniteur, septembre 2017, 40 pages.

○ « Commande publique et pratiques anticoncurrentielles », *Complément de la commande publique*, éd. Le Moniteur, juin 2016, 36 pages.

● Fascicules d'encyclopédie

In *Droit des marchés publics*, éd. Le Moniteur, coll. Moniteur Référence, avec mises à jour périodiques (depuis 2015) :

○ « Droit des marchés publics et droit de la concurrence », fasc. III.130, avril 2021 (16 pages).

○ « Champ d'action du droit écrit des pratiques anticoncurrentielles », fasc. III.133, juillet 2023 (17 pages).

○ « Champ d'action du principe de liberté de la concurrence », fasc. III.135, juillet 2023 (9 pages).

○ « Pratiques anticoncurrentielles - Qualification », fasc. III.140, juillet 2023 (30 pages).

○ « Ententes dans les marchés publics – Caractéristiques », fasc. III.143, octobre 2023 (12 pages).

○ « Ententes dans les marchés publics – Typologie », fasc. III.144, octobre 2023 (22 pages).

○ « Prix abusivement bas », fasc. III.146, octobre 2023 (9 pages).

○ « Enquêtes de concurrence », fasc. III.150, octobre 2022, mise à jour à paraître en janvier 2025 (16 pages).

○ « Autorité de la concurrence : saisine et instruction », fasc. III.151, octobre 2022, mise à jour à paraître en janvier 2025 (22 pages).

○ « Décision de l'Autorité de la concurrence », fasc. III.152, octobre 2022, mise à jour à paraître en janvier 2025 (20 pages).

○ « Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : Autorité de la concurrence », fasc. III.153, juillet 2024 (20 pages).

○ « Sanctions pécuniaires des pratiques anticoncurrentielles – Montant de base », fasc. III.156, janvier 2024 (18 pages).

○ « Sanctions pécuniaires des pratiques anticoncurrentielles – Ajustements », fasc. III.157, janvier 2024 (19 pages).

○ « Sanctions des micro-pratiques anticoncurrentielles : ministre chargé de l'économie », fasc. III.158, juillet 2024 (7 pages).

○ « Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : autres autorité », fasc. III.159, octobre 2024 (11 pages).

○ « Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : conditions », fasc. III.160, octobre 2024 (20 pages).

○ « Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : procédure », fasc. III.161, octobre 2024 (15 pages).

● Articles

○ « Ententes lors de la passation de marchés publics : l'indemnisation du préjudice de l'acheteur », *Contrats publics*, 2021, n° 218, pp. 45-50.

○ « Cooperative relationships and French and European competition law », *International Journal of Cooperative Law*, n° 3, 2020, pp. 83-97.

○ « Les actions en dommages-intérêts », *Contrats publics*, décembre 2017, pp. 62-66.

○ « Être ou ne pas être une entreprise de l'économie sociale et solidaire ? Une qualification entre unité et diversité », *JCP E*, 2015, n° 46, Étude 1542, pp. 17-25.

- « Le système AMAP : zone de non-droit ? », *JCP E*, 2015, n° 24, Étude 1279, pp. 27-31.
- « La loi du 31 juillet 2014 sur l'économie sociale et solidaire et le droit coopératif », *JCP E*, 2014, n° 39, Étude 1478, pp. 19-26.
- « La société coopérative d'intérêt collectif : un statut inutile ? », *JCP E*, 2012, n° 51-52, Étude 1775, pp. 22-28.
- « Déontologie et concurrence déloyale », *Petites Affiches*, 24 novembre 2011, pp. 10-13.
- « Les procédures négociées en droit français des pratiques anticoncurrentielles », *JCP E*, 2011, n° 18, Étude 1344, pp. 19-31.
- « Les procédures négociées devant l'Autorité de la concurrence », *Contrats Publics*, mai 2010, n° 99, pp. 48-51.
- « Les micro-pratiques anticoncurrentielles », *Contrats Publics*, mai 2010, n° 99, pp. 37-40.
- « La procédure d'engagements, état des lieux après le Communiqué de procédure du 2 mars 2009 », *JCP E*, 2009, n° 22, Étude 1542, pp. 16-23.
- « Commerce équitable : comment réguler un marché alternatif ? », *JCP E*, 2007, n° 51-52, Étude 2604, pp. 34-38.
- « Une réponse aux attentes des coopératives de commerçants détaillants : l'ordonnance du 25 mars 2004 portant simplification du droit et des formalités pour les entreprises », *JCP E*, 2004, n°20-21, Actualité 101, pp. 781-782.
- « L'avènement du statut de coopérative européenne : le règlement du 22 juillet 2003 », *JCP E*, 2003, n°48, Étude 1663, pp. 1900-1903.
- « Le statut de coopérative de commerçants détaillants : déclin ou renouveau ? », *JCP E*, 2003, n° 20, Étude 759, pp. 844-847.
- « Image et droit de la concurrence », *Communications - Commerce électronique*, avril 2003, chr. n° 11, pp. 15-17.
- « Stock-options et licenciement », *JCP E*, 2002, n° 15, I, 638, pp. 652-654.

● Notes de jurisprudence

- « Marchés des lycées d'Île-de-France, indemnisation et compétence juridictionnelle » (Trib. confl., 16 novembre 2015, n° 4035, Région Ile-de-France), *Contrats Publics*, février 2016, pp. 63-66.
- « Deuxième application de la clémence par le Conseil de la concurrence » (déc. n° 07-D-48 du 16 décembre 2007), *JCP E*, 2008, n° 9, Actualité 108, pp. 3-4.
- « Confirmation des sanctions infligées aux trois opérateurs de téléphonie mobile pour ententes » (CA Paris, 12 décembre 2006), *JCP E*, 2007, n° 6-7, 1179, pp. 18-22.
- « Le préjudice du salarié bénéficiaire de stock-options licencié sans cause réelle et sérieuse qui n'a pu lever les options (Cass. Soc., 16 mars 2005), *JCP E*, 2005, n° 22, 820, pp. 904-906.
- « Le Conseil d'Etat se démarque du Conseil de la concurrence (CE, 16 juin 2004), *JCP E*, 2005, n° 7, Jurisprudence 277, pp. 280-283.
- « Stock-options et licenciement abusif (Cass. Soc., 29 septembre 2004), *JCP E*, 2004, n° 52-53, Jurisprudence 1902, p. 2081-2083.
- « Le maître du jeu abusait de sa position dominante (Cass. Com., 10 décembre 2003), *JCP E*, 2004, n°19, Jurisprudence 694, pp. 766-769.
- « Statut de l'UGAP et droit de la concurrence (CA Paris, 13 janvier 1998, *UGAP/CAMIF*), *JCP G*, 1998, n° 52, II, 10217, p. 2276-2280, et *JCP E*, 1999, pp. 375-379.

● Éditorial

- « Le droit des pratiques anticoncurrentielles, une arme à saisir », *Contrats publics*, 2021, n° 218, p. 3.

● Colloques / conférences

Direction scientifique

○ *Entreprises sociales : quels statuts, quels acteurs, pour quel impact ?* : colloque international et transdisciplinaire, codir. avec Constance Perrin-Joly, Université Sorbonne Paris Nord -IRDA-IRIS-Structure Fédérative Les Communs, Campus Condorcet (Aubervilliers), 9-10 novembre 2022.

Interventions

○ « L'entreprise sociale » : colloque *La reconnaissance légale de l'ESS : où en est-on dix ans après ?*, ARJESS, Campus Condorcet (Aubervilliers), 22 novembre 2024.

○ « De la non-lucrativité à la marchandisation des associations : un lent dévoiement ? » : colloque *Âge d'or et décadence*, Université Sorbonne Paris Nord, UFR DSPS, Villetaneuse, 26 mars 2024.

○ « Le droit et les juridictions administratives face aux ententes illicites dans les marchés publics » : colloque *Ententes, cartels, mafias ...les formes d'associations interdites*, Université Littoral Côte d'Opale, Valenciennes, 30 novembre 2023.

○ « L'économie sociale et solidaire, des entreprises contre l'injustice » : colloque *L'injustice*, Université Sorbonne Paris Nord, UFR DSPS, Villetaneuse, 31 mars 2023.

○ « Propos introductifs » : colloque *Les entreprises sociales*, Campus Condorcet (Aubervilliers), 9-10 novembre 2022.

○ « Les structures de l'ESS » : Webinaire X-Solidarités et X-Développement durable (Alumni École Polytechnique), 11 mars 2021.

○ Présentation de mon article « Cooperative relationships and French and European competition law » : Webinaire pour le lancement du troisième numéro de la revue *International Journal of Cooperative Law*, 15 décembre 2020.

○ « Les formes juridiques de l'ESS » : conférence, Master 2 Science politique - Gouvernance mutualiste, Université Paris Saclay-UVSQ, 22 janvier 2020.

○ « Comment les choix juridiques contribuent-ils aux engagements des entrepreneurs ? » : conférence *L'engagement des entrepreneurs*, France Active–Le Monde, Paris, 3 octobre 2019.

○ « Entreprise à mission et entreprise sociale et solidaire : convergence des modèles ou nette différenciation des intérêts ? » : colloque *L'entreprise à mission*, Plate-forme RSE, Paris, 2 mai 2019, Paris.

○ « Philanthropie et argent » : colloque *L'argent*, Université Paris 13, UFR DSPS, 1^{er} avril 2019.

○ « L'économie sociale et solidaire : de l'utopie en droit des affaires ? » : colloque *Utopie(s)*, Université Paris 13, UFR DSPS, Villetaneuse, 16 mai 2017.

○ « Déontologie et concurrence déloyale » : colloque *La loyauté en droits de la concurrence et de la consommation*, IRDA-Université Paris 13, Maison du Barreau de Paris, 29 mars 2011.

○ « Image et droit de la concurrence » : colloque *Image et droits*, IRDA- Université Paris 13, Maison du Barreau de Seine-Saint-Denis, 29 novembre 2002.